



Mehdi Ben Barka

□ Brasserie Lipp, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris

□ Place Mehdi Ben Barka - 75006 Paris



Figure historique du mouvement national marocain sous le protectorat, leader de l'opposition au début du règne d'Hassan II (1920-1965). Né en 1920 à Rabat dans une famille de petits fonctionnaires, Mehdi Ben Barka a fait des études de mathématique à Alger et devient professeur de lycée. Proche du Palais, il enseigne aussi au Collège royal. Il a le futur roi Hassan II parmi ses élèves. Parallèlement, il s'engage en politique contre le « protectorat » français sur le Maroc. Dès 1943, il participe à la création du parti de l'indépendance. En 1945, il est l'un des responsables de l'Istiqlal, le parti nationaliste qui a mené le Maroc à l'indépendance. En 1955, il participe aux négociations qui aboutiront au retour du roi Mohammed V que les autorités françaises avait exilé à Madagascar et, en 1956, à la fin du protectorat. De 1956 à 1959, Mehdi Ben Barka est président de l'Assemblée consultative du Maroc (ANC). Représentant de l'aile gauche d'un parti qu'il juge trop conservateur, il provoque une scission et fonde en 1959 l'Union nationale des forces populaires du Maroc (gauche), qui se place dans l'opposition au régime du roi Hassan II. En 1963, Mehdi Ben Barka dénonce le conflit frontalier qui oppose le Maroc et l'Algérie. Accusé de complot, est condamné à mort par contumace (il était à l'étranger). Mehdi Ben Barka doit s'exiler. Il vit entre Genève et Le Caire. Il s'impose comme un organisateur actif des luttes du tiers-monde. Il est notamment chargé d'organiser la participation des mouvements révolutionnaires du tiers monde à la

conférence tricontinentale qui doit se réunir à La Havane en 1966. Mehdi Ben Barka est enlevé le 29 octobre 1965 devant le 151 boulevard Saint-Germain à Paris par des policiers français et conduit dans une villa de Fontenay-le-Vicomte dans l'Essonne. Il n'est plus réapparu. Après sa mort débutait l'« affaire Ben Barka ». On sait aujourd'hui qu'il a été torturé et assassiné par le chef de la police secrète marocaine, Mohammed Oufkir. Son corps ne sera jamais retrouvé, Boucheseiche avouant des années plus tard l'avoir dissous dans une baignoire pleine d'acide. Le roi Hassan II, probable commanditaire du rapt ne sera jamais mis en cause, c'est son bras droit, le général Mohammed Oufkir qui sera jugé et condamné par contumace par la justice française en 1967. On ne sait pas jusqu'à quel niveau l'administration française a été impliquée dans l'assassinat de l'opposant marocain. Pour le général de Gaulle, interrogé par des journalistes en 1966, l'implication française se limiterait à des niveaux subalternes. Quatre décennies plus tard, l'affaire n'est toujours pas classée. Une commission rogatoire a encore été lancée en mai 2005 à la demande de la famille Ben Barka. Sur la photo, Ben Barka porte une minerve, conséquence d'un premier attentat (en 1962) visant à l'éliminer.

Paris a rendu un hommage solennel à Mehdi Ben Barka "combattant de la liberté" lors du baptême d'une place à son nom et de l'inauguration d'une plaque, près de la brasserie Lipp à Saint-Germain-des-Prés où l'opposant marocain a été enlevé il y a 40 ans.